

Palestine : coup d'État avorté à Gaza

samedi 23 juin 2007, par [WARSCHAWSKI Michael](#) (Date de rédaction antérieure : 21 juin 2007).

Confronté à une tentative de déstabilisation d'Israël et des États-Unis, le Hamas s'est assuré le contrôle militaire de la bande de Gaza en s'affrontant au Fatah. Mais les Occidentaux, dont la France, attisent les feux de la division et soutiennent le camp de Mahmoud Abbas.

De Jérusalem,

« Une fois de plus, les Palestiniens s'entre-tuent. Décidément, ils ne manquent pas une occasion de s'autodétruire ! » Ce discours, repris en boucle par les médias internationaux, est accompagné, en général, par une compassion hypocrite et des larmes de crocodile. Il n'y a décidément aucune limite au cynisme. Car, à Gaza, il n'y a pas de guerre civile, mais une tentative, avortée, de coup d'État, orchestrée à Washington et à Tel-Aviv, contre le gouvernement élu et soutenu par la grande majorité de la population palestinienne des territoires occupés.

L'homme de main des Américains, Mohamed Dahlan, tente, depuis plus d'un an, de renverser le gouvernement palestinien d'union nationale mis en place par le président Mahmoud Abbas, et le Hamas qui, on s'en souvient, avait gagné haut la main les dernières élections législatives. Ces élections, tant revendiquées par l'administration néoconservatrice étatsunienne, ont massivement exprimé la volonté de la population d'en finir avec le régime corrompu et incompétent du Fatah, choisissant les islamistes du Hamas, non par un soudain retour à la religion, mais par un vote de protestation contre une direction politique en faillite. Une fois de plus, pour la Maison Blanche, le peuple avait mal voté, et il incombait à la milice de Mohamed Dahlan - dont Israël venait d'autoriser le renforcement en armes et en munitions - de corriger les résultats. En vain. Il n'a pas fallu 24 heures au Hamas pour écraser les voyous qui composent l'essentiel de la milice de Dahlan et mettre ainsi fin à la tentative de coup d'État du protégé du Shin-Beit et du State Department. Avec quelques débordements (entre autres, la défenestration d'un des lieutenants de Dahlan), immédiatement dénoncée par les dirigeants de l'organisation islamiste.

Contrairement à la propagande répandue par les médias occidentaux, le contrôle de Gaza par le Hamas a immédiatement mis fin à l'anarchie qui régnait dans cette zone. Un officier des forces de sécurité d'Abou Mazen (nom de guerre de Mahmoud Abbas) le reconnaît explicitement : « *Jamais la situation en ville n'a été aussi calme. Je préfère de loin cette situation à celle qui existait avant : je peux enfin sortir de la maison* » (Haaretz, 17 juin 2007). La riposte internationale a été radicale : la mise en œuvre d'une véritable scission, géographique et politique, entre la bande de Gaza et la Cisjordanie. George W. Bush et le Premier ministre israélien, Ehoud Olmert, ont déclaré Abou Mazen président de l'État palestinien de Cis-jordanie ! Cette manœuvre aurait pu être une farce, si elle n'avait pas de conséquences dramatiques sur les 1,4 million de résidents de la bande de Gaza.

Politique du chaos

Car, si le projet américano-israélien promet de faire de la Cisjordanie un « paradis » (sic) grâce à

l'argent palestinien qui se trouve dans les coffres de la Banque d'Israël et qu'Olmert promet de transférer « *le plus rapidement possible* » à Abou Mazen, il définit ouvertement la bande de Gaza comme l'enfer, et il promet à sa population des souffrances sans fin : aucun lien commercial, aucune entrée ou sortie, et si le gouvernement israélien promet de ne pas couper l'eau et l'électricité, il n'hésite pas à parler, une fois de plus, de « régime » sévère.

La collaboration du président Abbas à cette prise en otage de près de 1,5 million de ses concitoyens risque de lui coûter très cher. Comme l'écrit Zwy Barel, expert des questions arabes du Haaretz, ni Olmert, ni Dahlan, ni Abou Mazen ne parviendront à couper les liens structurels, nationaux, familiaux et symboliques, qui lient Gaza à la Cisjordanie. Il s'agit d'une seule entité politique et sociale. D'autant - et on semble l'avoir oublié - que, en Cisjordanie aussi, le Hamas est la force politique la plus importante. Il y dispose d'un grand nombre de moyens pour rappeler aux Israéliens que même la partition forcée du territoire palestinien ne l'exclut pas du jeu politique, loin s'en faut.

Comme en Irak, en Afghanistan ou au Liban, les néoconservateurs de Washington et de Tel-Aviv misent sur la politique du chaos et des guerres fratricides dans les territoires occupés. Ils risquent de le regretter. « Si vous ne reconnaissez pas l'OLP comme partenaire, vous serez amenés à négocier avec le Hamas », avions-nous l'habitude de dire aux autorités israéliennes jusqu'à la mort du président Arafat. Aujourd'hui, cette injonction se décline différemment : « Si vous ne reconnaissez pas aujourd'hui le Hamas, vous serez confrontés à un mouvement de type Al-Qaida, avec tout ce que cela implique en termes de victimes innocentes et de régression. » Il est pourtant peu vraisemblable que le gouvernement israélien, le plus impopulaire de tous les gouvernements israéliens depuis la création de l'État juif, entende ce message.

P.-S.

* Paru dans Rouge n° 2211 du 21 juin 2007.